COMMUNIQUE DES GREVISTES DU 17 JUIN pour l'arrêt des massacres et contre la répression de la solidarité avec la Palestine.

Le 17 juin, nous nous sommes mis.es en grève pour s'opposer au génocide mené par Israël en Palestine. Depuis deux ans, nous sommes témoins d'images atroces de maisons bombardées, de personnes tuées, torturées, d'enfants morts ou amputés. Nous ne pouvons plus nous taire. Pourtant, lorsque des voix s'élèvent pour protester contre l'un des plus grands crimes du siècle, elles sont étouffées par l'Etat français. C'est le cas d'une collègue qui a été menacée de sanctions pour avoir proposé une minute de silence pour les mort.es en Palestine. La répression de la solidarité au peuple palestinien est la preuve directe du soutien du gouvernement à la politique génocidaire de l'état israélien.

Pourtant, ces dernières semaines, pendant qu'Israël poursuit sa politique coloniale en attaquant l'Iran et en continuant le génocide en Palestine, les voix contestataires et la solidarité se multiplie. La flotille de la liberté pour Gaza a reçue énormément de soutiens et les milliers de personnes marchant vers la Palestine montre la détermination des peuples à mettre fin au génocide. Les dockers de Fos-sur-Mer ont montré la solidarité la plus concrète en refusant de transporter des armes vers l'Etat génocidaire.

Des dockers de Fos sur Mer, aux travailleurs du transport aérien, nous nous tenons aux côtés et en soutien de toutes celles et ceux qui tentent de mettre un coup d'arrêt à la machine de guerre et expriment leur soutien à la lutte du peuple palestinien.

C'est dans ce contexte, ce 17 juin que l'intersyndicale de l'éducation des Boûches du Rhone a appelé à une journée de grève dans l'Education nationale. Nous avons été 150 au rassemblement appelé devant la DSDEN. Plusieurs vies scolaires ont été fermées. Des travailleur.euses ont activement participé à la mobilisation en réalisant des actions de visibilité devant leur établissement ou en écrivant des motions en HIS ce qui montre leur volonté et leur détermination.

Cette grève et journée de mobilisation nous annonce deux choses : la grève est possible pour la Palestine mais elle doit être renforcée. Une grève nationale, coordonnée et interprofessionnelle permettra de mettre fin à la complicité de l'Etat français face à Israël.

Pour cela, nous appelons les organisations syndicales à proposer une nouvelle date de grève et de mobilisation nationale. Mais aussi, pour construire et renforcer la solidarité et le soutien au peuple palestinien depuis nos lieux de travail, nous appelons à une assemblée générale à Marseille le jeudi 26 juin à 17h30 à la Bourse du travail.